

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
9 au 15 octobre 1997

10,00 F

Conférence du 10 octobre Un sommet de régression sociale

QUE FAUT-IL ATTENDRE DE cette fameuse Conférence nationale sur l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail?

Peu de surprises. Un gouvernement ne se risque jamais à ouvrir une telle réunion sans l'avoir largement cadrée. Les positions des différents protagonistes sont connues. Le débat a déjà eu lieu. Pour ainsi dire, les jeux sont faits.

En tous cas, certainement pas de bonnes surprises. Rendu public début octobre, un sondage de la S.O.F.R.E.S. pourrait bien constituer une sorte de prophétie auto-réalisatrice, légitimant par avance le résultat de cette grande messe de la négociation sociale. Chacun le sait, les sondages sont manipulables à volonté...

travail de 10% et leur salaire de 5%. Ils seraient seulement 24% à juger ce « marché » inacceptable. Péremptoirement, un grand quotidien n'en déduit que ce qui lui convient et généralise en tirant à la une: « Les Français acceptent une baisse des salaires pour travailler moins » (1).

L'enjeu déterminant: les salaires

Dans le programme du P.S. pour les dernières législatives, il est écrit en toutes lettres: « nous proposons de ramener progressivement la durée légale du temps de travail de 39 heures à 35 heures, sans diminution de salaires ». Le 16 septembre, Jospin a pourtant clairement condamné comme « antiéconomique »

ouvriers: « Si les heures de travail étaient réduites d'une heure par jour, le profit net disparaîtrait » (2).

Malgré le soutien déterminé que lui apporte Jospin, le patronat ne semble pas partager « l'optimisme » affiché par le sondage de la S.O.F.R.E.S. Non sans une certaine dose de lucidité, le C.N.P.F. estime, par la voix de Gandois, que « la majorité des salariés ne demandent pas la réduction de la durée du travail et qu'ils ne veulent pas sacrifier un franc pour celle-ci ».

Le patronat est bien placé pour savoir que les conflits sociaux portent majoritairement sur les salaires. Cela n'a rien de surprenant, une étude de l'I.N.S.E.E souligne que le salaire net moyen ne cesse de baisser en France depuis plusieurs années. -1,3% en 1996, -0,3%



Dans celui-ci, on apprend que les salariés appelleraient de leurs vœux, en gros, tout ce que désire le patronat. Ainsi, ils seraient favorables à une annualisation du temps de travail (61%), contre seulement 25% qui s'affirmeraient favorables à une réduction de la durée du travail décidée sur le plan national. Parmi ces salariés « représentatifs », on en trouve 75% pour trouver acceptable (tout à fait acceptable: 28%, acceptable sous certaines conditions: 47%) de réduire leur temps de

l'idée de « trente-cinq heures payées trente-neuf ». Ce pauvre Jospin mérite donc toute notre compassion: le P.S. ne compte dans ses rangs que de bien piètres économistes et semble élaborer son programme sans même le consulter...

Plus sérieusement, Jospin affirme défendre l'intérêt général pour justifier ses prises de positions. Ce n'est pas surprenant, les défenseurs de l'ordre établi se sont toujours drapés dans « l'intérêt général ». Ce qui est bon pour General Motors le serait forcément pour tous...

Déjà en 1836, Nassau W. Senior, économiste de son état, assénait des sentences définitives à la mode Jospin. Invité par les fabricants de Manchester à les défendre contre une loi « sclérotique », il « démontra » que le profit des capitalistes provenait de la douzième heure de travail quotidienne des

en 1995, -1,2% pour 1993 et 1994. Dans ce contexte, on voit mal comment nous pourrions accepter de bon gré une nouvelle chute de nos revenus. Et ce d'autant plus que ce nouveau sacrifice ne sera pas demandé aux cadres mais à tous ceux, ouvriers et employés, qui appartiennent à ces 50% de salariés qui touchent une rémunération nette inférieure à 8 600 francs et auxquels devrait concrètement s'appliquer cette réduction du temps de travail.

Partage du travail: partage de la misère

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, le combat pour la réduction du temps de travail a suscité de gigantesques mobilisations. Faire reculer l'esclavage pour avoir ●●● page 8

Il y a 80 ans :
la révolution russe, enjeu
politique
page 2

Sécu : le plan Juppé
continue
page 3

Mondialisation :
quelle restructuration
pour les États ?
page 6

EDITORIAL

La surveillance et la répression économique font partie de notre quotidien. C'est un état qui se resserre sans cesse autour de nous, les moindres petites fraudes sont débusquées, les moindres tentatives d'échapper au racket capitaliste déclenchent les foudres des services administratifs et des huissiers...

Ce qui permettrait, il y a encore quelques années, de passer au travers des filets, relève désormais de la prouesse. Quelques exemples: les amendes contractées dans les transports en commun font l'objet de poursuites de plus en plus sévères; « traficoter » son compteur EDF devient quasiment impossible grâce à la généralisation d'un nouveau matériel permettant à cette entreprise publique de comptabiliser à distance votre consommation; des fichiers de locataires « mauvais payeurs » se mettent en place et s'échangent entre les régies et agences immobilières; la « police des chômeurs » des Directions départementales du travail traque les « faux demandeurs d'emploi » (ces « salauds de pauvres »!)...

Bref, si la situation économique se durcit, la chasse aux fraudeurs (les fraudeurs-prolos, cela va sans dire!) redouble également d'intensité! Dans ce contexte, la malheureuse Commission nationale de l'informatique et des libertés (la CNIL) s'échine pourtant à prouver son utilité en publiant chaque année son rapport et en faisant état de divers avis dans tous les domaines qui touchent « à nos libertés »... Elle gronde contre la vidéo-surveillance et aboie contre la récente ordonnance relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

Il est vrai que cette ordonnance représente un danger supplémentaire. Explication: sur une idée originale de M. Barrot, l'ex-ministre du Travail et des Affaires sociales, le NIR (votre « numéro de sécu ») devient utilisable par quasiment l'ensemble des organismes sociaux. L'ANPE et l'ASSEDIC en font déjà un usage courant, et il existe, depuis le 24 avril 1996, un « méga-fichier », appelé le Répertoire national inter-régimes des bénéficiaires de l'assurance maladie (RNIAM); fichier qui couvre l'ensemble des assurés sociaux, tous régimes confondus. Le danger d'un tel fichier est tellement évident que la CNIL n'a pu s'empêcher de mentionner dans son rapport: « il a été demandé de prévoir les modalités de destruction du fichier en cas de circonstances exceptionnelles ».

Mais la sage commission ne précise pas quelles pourraient être ces « circonstances exceptionnelles »... Et, par ailleurs, faut-il attendre de se retrouver en régime totalitaire pour condamner ce gigantesque fichier social dont l'utilisation « ordinaire » nous menace déjà chaque jour?!

ISSN 0026-9433 - N° 1095



POP 2520

La Révolution russe : un enjeu politique

LA RÉVOLUTION RUSSE a longtemps été un enjeu politique ; elle a été « instrumentalisée », utilisée par les propagandes diverses, chacune ne retenant que les aspects qui confirmaient sa propre optique de l'histoire, ou qui convenaient à sa propre perspective du présent. Les héritiers des différents courants qui s'y sont affrontés ont dans une large mesure plaqué sur les événements consécutifs à février, puis à octobre 1917, leur propre grille de lecture, tirant la couverture à soi, attribuant les succès ou les échecs à l'application ou à la non-application de leur ligne politique. Il ne s'agit pas simplement d'une présentation systématiquement déformée des faits. Toutes les organisations politiques de la gauche ont élaboré une véritable mythologie.

révolution, l'ensemble des forces socialistes, bolcheviques compris, portaient d'une application stricte du matérialisme historique de Marx, ou de ce qu'ils estimaient tel, selon lequel on ne peut passer d'une société encore féodale au socialisme sans réaliser au préalable la révolution bourgeoise. Le programme des socialistes, toutes variantes confondues, était donc la révolution bourgeoise, les seules divergences résidant dans la durée de celle-ci. Il ne pouvait donc être question que les socialistes prennent le pouvoir.

La mise en place d'un mythe...

On comprend, dans ces conditions, le ralliement des ouvriers aux bolcheviques, dans la mesure où ceux-ci, bous-

culés par Lénine, furent les seuls à se déclarer prêts à le prendre, ce pouvoir. Lorsque, le 17 juin 1917, au 1er congrès pan-russe des soviets, Lénine comme les membres du soviet d'ôter le pouvoir au gouvernement provisoire, Tsereteli, un menchevik, voulant justifier la légitimité du gouvernement provisoire, déclara qu'il n'y avait pas un parti en Russie qui se déclarait prêt à assumer tout le pouvoir. Lénine répondit : « Si ! Les bolcheviques ! » Le procès verbal de

la séance indique que la salle est secouée d'un grand éclat de rire... Les communistes de toutes tendances, staliniens, trotskistes ou maoïstes se querellent pour réclamer à leur seul profit la légitimité de la succession de Lénine, mais tous évoquent la « glorieuse révolution socialiste d'octobre » avec une ferveur toute religieuse, et parlent des soviets avec une émotion aussi sincère qu'idéalisée, évacuant l'extraordinaire rapidité avec laquelle ils se sont bureaucratisés en quelques mois. Octobre 1917 est devenu à ce titre un mythe fondateur. Ceux qui se réclament de l'héritage bolchevique ont vécu « en plein délire d'identification avec la révolution russe », comme dit Carlos Semprun-Maura, et ont entraîné un schéma de révolution qui se limite à la prise du Palais d'hiver ou à des soviets mythiques soutenant inconditionnellement les bolcheviques.

Il ne s'agit pas simplement d'une approche déformée des faits : il s'agit d'une approche essentiellement idéologique, qui remplace les faits par l'idée qu'on veut donner des faits. Il s'agit d'une pétrification de la réalité historique par l'idée qu'on veut imposer de la réalité, au nom d'un dogme. L'histoire est réécrite à partir d'interprétations, d'analogies avec des événements survenus antérieurement (la Commune de Paris, par exemple) ou de citations de Marx

qu'on force à coller aux événements. Ce que Lénine ou Trotsky disent est vérité historique. Il est nul besoin d'aller chercher ailleurs. Pourtant, le simple examen des exclusions en chaîne des dirigeants bolcheviques par eux-mêmes, de leur approbation de la mise en place de mesures successives de répression contre d'autres, mais dont ils finissent toujours par être eux-mêmes victimes, à leur grand étonnement, suffit pour casser toute vision idéalisée de la révolution.

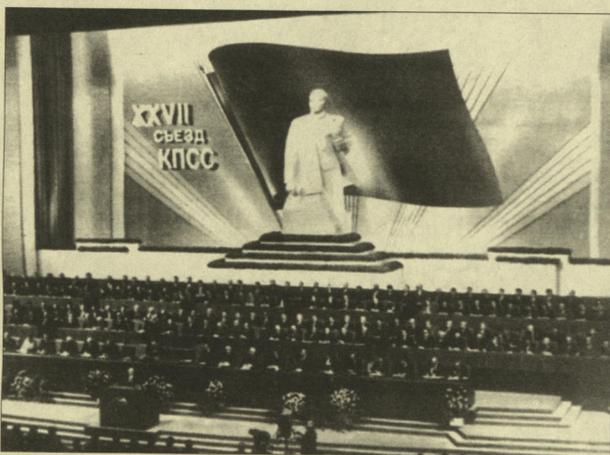
le communisme « orthodoxe » a présenté aux masses populaires un modèle qui n'était qu'un travestissement tragique de socialisme ; ils ont mis en œuvre des stratégies de liquidation de mouvements révolutionnaires authentiques qui apparaissaient inopportuns à la politique étrangère de l'Union soviétique. La liquidation du parti communiste allemand et la guerre civile espagnole n'en sont que quelques exemples.

Loïn d'être des forces d'opposition au capitalisme dans les pays occidentaux, ils ont aspiré à participer à sa gestion. Combien de grèves ont été étouffées dans les années 70 en France parce que la stratégie de programme commun, qui devait porter au pouvoir ces héritiers d'Octobre, devait régler les problèmes plus efficacement que des mouvements sociaux ?

Faut-il s'étonner dès lors de la démolition de la classe ouvrière, de sa perte de conscience de classe et de sa dispersion dans des idéologies au mieux

consensuelles, au pire racistes ? « Les ministres communistes ne font plus peur à la bourse » titre *Le Monde* du 7 juin 1997, qui annonce que le CAC 40 a gagné 2,11 points. Octobre 1917 est loin, très loin. Ces héritiers-là d'Octobre en sont réduits à utiliser l'adjectif « citoyen », concept interclassiste, à tout bout de champ. La plus grande nouveauté de leur politique réside dans la « démarche communiste nouvelle » annoncée par Robert Hue, c'est-à-dire « l'intervention citoyenne » et l'union de toutes les forces de gauche. Une véritable révolution culturelle, une « révolution citoyenne et solidaire ». Les antagonismes de classe relèvent désormais de l'histoire ancienne. Le champ de l'action du parti – et de son recrutement électoral – ne se situe précisément plus sur le terrain de la lutte des classes mais sur celui de l'antifascisme, plus efficace pour racoler des citoyens-électeurs.

René Berthier



« La social-démocratie parlementaire attribue l'échec de la révolution à la destruction des institutions parlementaires par les bolcheviques – la dissolution de l'Assemblée constituante. Ceux-là oublient que les ouvriers et les paysans russes, dans les premiers mois de la révolution, aspiraient essentiellement à en finir avec la guerre, et que pour cela ils attendaient des dirigeants socialistes qu'ils prennent le pouvoir, ce qu'ils ont refusé de faire. C'est que, au début de la

culés par Lénine, furent les seuls à se déclarer prêts à le prendre, ce pouvoir. Lorsque, le 17 juin 1917, au 1er congrès pan-russe des soviets, Lénine comme les membres du soviet d'ôter le pouvoir au gouvernement provisoire, Tsereteli, un menchevik, voulant justifier la légitimité du gouvernement provisoire, déclara qu'il n'y avait pas un parti en Russie qui se déclarait prêt à assumer tout le pouvoir. Lénine répondit : « Si ! Les bolcheviques ! » Le procès verbal de

... aux conséquences tragiques

Les communistes « orthodoxes » ont continué, contre toute raison, de se référer au « socialisme réel » issu de la révolution d'Octobre, et qui n'était qu'un faux socialisme. Selon le modèle orthodoxe, la révolution, qui avait bien commencé, a subi un « accident » de l'histoire, le culte de la personnalité. La dénonciation de ce culte par Khrouchtchev a remis le communisme dans ses rails, et le régime présentait il y a encore peu un bilan « globalement positif ». Pendant des dizaines d'années

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

Semaine « Révolution russe » sur Radio libertaire

Lundi 20 octobre

De 13 h 30 à 15 h 00 : LES PARTAGEUX DE LA COMMUNE
 Thème : De février à octobre/chronique des événements de la révolution.
 De 19 h 30 à 21 h 00 : LA MÉMOIRE SOCIALE
 Thème : Le mouvement anarchiste en Russie : marxistes et anarchistes dans la révolution russe.

Mardi 21 octobre

De 10 h 30 à 12 h 30 : ABALAOI
 Thème : Assassinats d'anarchistes au début de la révolution.
 De 14 h 30 à 16 h 00 : L'IDEE ANARCHISTE
 Thème : Le parti bolchevique, sa logique interne, son contenu de classe. Comment les dirigeants bolcheviques ont mis en place les mécanismes de la machine qui les a successivement dévorés ?
 De 16 h 00 à 20 h 30 : LA CHRONIQUE DU NOUVEL ORDRE MONDIAL
 Thème : L'institution révolutionnaire : comités d'usine, soviets, syndicats, quelles institutions pour la révolution ?

Mercredi 22 octobre

De 18 h 30 à 20 h 30 : FEMMES LIBRES
 Thème : Des femmes et la révolution russe.
 De 20 h 30 à 22 h 30 : RAS-LES-MURS
 Thème : La Tcheka, comment elle s'est créée deux mois après la prise de pouvoir ? Sur la répression, les prisons et la terreur sous les bolcheviques.

Jeudi 23 octobre

De 8 h 30 à 10 h 00 : NI MAITRE, NI DIEU
 Thème : Communisme et taylorisme : où le socialisme est défini comme l'instauration du taylorisme et du capitalisme d'Etat.
 De 10 h 00 à 12 h 00 : CHRONIQUES HEBDO
 Thème : La social démocratie : les mencheviks. Avec comme invitée C. Weil.
 De 20 h 30 à 22 h 00 : MICROCLIMAT
 Thème : Les compagnons de route : naïfs ? Manipulés ? Sincères ? Réflexions sur ces artistes, écrivains, savants, qui avalèrent de grosses couleuvres, avec pour invité J.- L. Panné.

Vendredi 24 octobre

De 10 h 30 à 12 h 00 : LE QUOTA EST RESPECTÉ
 Thème : Marx est-il pour quelque chose dans la formation du stalinisme ? avec pour invités H. Maler et L. Janover.
 De 16 h 00 à 18 h 00 : REFLEX

Samedi 25 octobre

De 23 h 00 à 1 h 00 : HARMONIE DU MONDE
 Thème : La symphonie russe du XX^e siècle.

Dimanche 26 octobre

De 17 h 00 à 18 h 30 : FONDU AU NOIR
 Le cinéma soviétique : I. Habel, écrivain, soldat, scénariste d'Eisenstein fusillé par Staline

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amélot
 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Pays A partir du n° (inclus).
 Chèque postal Chèque bancaire
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Loi de financement de la Sécurité sociale

C'est le plan Juppé qui continue!

LA CONFÉRENCE SUR L'EMPLOI, les salaires et la réduction du temps de travail (voir article page une), a fait passer l'annonce de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 1998 au second plan de l'actualité...

Présentée le 26 septembre par Martine Aubry, cette loi inclut pourtant la prolongation pour trois (longues) années de la R.D.S. (Remboursement de la dette sociale) instaurée par Juppé en 1996 (0,5% sur tous les revenus). Sous le gouvernement précédent, cela aurait suffi à faire scandale et à déclencher une journée de grève! Par ailleurs, le gouvernement continue d'organiser la pénurie dans le domaine de la santé puisque "les dépenses des caisses ne devront pas dépasser 613,6 milliards de francs (600,2 milliards en 1997) soit une progression de 2,23% (contre 1,7% en 1997). Un « rattrapage » largement insuffisant pour compenser la rigueur drastique qui a frappé et frappe encore les hôpitaux!

L'étatisation: le faux nez de la privatisation

Mais ces chiffres (indigestes par définition) ne doivent pas nous faire oublier le plus important: sur le fond, le simple fait de promulguer la

loi de financement pour 1998 entérine tout bonnement l'élément essentiel du plan Juppé.

En effet c'est la réforme de la constitution, adoptée le 19 février 1996, par le Parlement réuni en congrès à Versailles, qui prévoit le vote, chaque année, de ces lois, avec pour objectif « la maîtrise des dépenses de santé » - ou, autrement dit, leur restriction. Juppé voyait dans ce renforcement du rôle du parlement, la clef de voûte de sa réforme.

Cette étatisation de la sécu, c'est le faux nez aidant à préparer la privatisation... Et le basculement des cotisations maladies sur la CSG (qui passe à 7,5%) ne peut se comprendre que dans cette optique: avec la suppression de la cotisation salariale maladie, la sécu n'a plus de recettes attirées. L'État la finance, selon son bon vouloir, par un impôt qui peut, à n'importe quel moment, être affecté à d'autres postes budgétaires!

Notons au passage que pour couvrir le tout, la CSG, impôt direct prélevé à la source, est encore plus inégalitaire que l'impôt sur le revenu, puisque le taux de l'impôt n'évolue pas avec le montant des revenus mais reste fixe... C'est dire le souci de « justice sociale » du gouvernement!

Mais pour ce dernier, comme pour l'appareil socialiste (le PS et la CFDT, son officine syndicale), le démantèlement du régime général est un objectif désormais acquis, tout cela au nom de la rationalité économique des marchés, du « réalisme » au service du système capitaliste...!

Côté PCF et CGT, l'accroissement du rôle de l'État dans la gestion de la sécu bénéficie d'un accueil plutôt favorable: les conceptions idéologiques de ces organisations leur font considérer l'institution étatique comme un outil pouvant être utilisé « à bon escient », en faveur de la justice sociale.

Ainsi, alors que les anarchistes luttent pour revendiquer une reprise en main du système de protection sociale par les assurés et les usagers eux-mêmes, la gauche radicale (?) s'aveugle du « tout État » et veut encore faire croire à la possibilité d'un « État justicier ». Arlette Laguiller, dans *Lutte Ouvrière* du 12 septembre

1997, allait d'ailleurs jusqu'à dire: « En soi, faire financer la protection sociale par les impôts ne serait pas injuste, bien au contraire, mais à condition qu'on prenne véritablement dans la poche des riches... » No comment!

Un trou sans fond, et pour cause...

Le numéro de cirque n'eut cependant pas été complet sans le désormais classique et périlleux exercice de prédiction.

Là encore, on retrouve dans ce gouvernement la même démagogie et la même technique des effets d'annonce que dans le précédent.

Concernant les prévisions sur le redressement des comptes, Juppé avait promis de rendre la sécu excédentaire.

Martine Aubry a promis de réduire le déficit de quelques 21 milliards... Qui dit mieux, qui fait « plus réaliste »?

Mais bien entendu, pas un mot sur la vraie réalité de ce fameux trou de la sécu fabriqué essentiellement par les impayés des patrons envers l'URSAFF et par les exonérations de charges dont bénéficient ces petits coquins d'employeurs...!

Plus un mot sur les projets pré-électoraux qui consistent à remettre en question le système comptable des « provisions », grâce auquel les entreprises escamotent des milliards chaque année.

Plus un mot non plus sur la baisse des impôts (pour tant programmée par Juppé!) et plus un mot critique contre les cadeaux faits aux employeurs: 112 milliards de francs pour 1997 si l'on ajoute les baisses de cotisations sociales sur les salaires et le coût des emplois aidés (CIE)...

Mais comment s'en étonner? Protéger et servir le Capital, n'est-ce pas implicitement le mot d'ordre de tout « bon » gouvernement?..

Régis - Lyon

Axa mon amour

ON CONNAISSAIT DEPUIS LONGTEMPS la philanthropie légendaire des compagnies d'assurance. Et bien, Axa a franchi un pas supplémentaire dans l'humanisme.

Claude Bébear, le patron d'Axa, après avoir acheté des vignobles pour sa compagnie, s'était déjà vanté de pouvoir très rapidement instituer une sécurité sociale privée à l'échelle nationale.

C'était du temps de Juppé: Avec Lionel, qu'en est-il?

En juillet, Claude Bébear a proposé aux pouvoirs publics l'expérimentation en Ile-de-France d'un réseau de soins géré par son entreprise. Cette expérience qui se limiterait aux personnes affiliées à l'assurance complémentaire Axa, ne concernerait que les personnes volontaires (sic!) résidant en Ile-de-France. Des contacts ont été pris avec la caisse nationale d'assurance maladie et l'Agence régionale d'hospitalisation (les casseurs d'hôpitaux) d'Ile-de-France.

Ce projet, inspiré des systèmes américains, serait « adapté à la culture française » (on croit rêver). Le patient sera libre de consulter les médecins ou les établissements du réseau mais devra choisir un médecin référent... devant Axa! Petite carotte pour le patient, aucune avance de frais ne lui sera demandée lorsqu'il consultera les praticiens du réseau...

Il fallait oser, Axa l'a fait et les « socialistes » n'ont pas bougé.

La C.G.T. et les mutuelles de France ont réagi en dénonçant la mise en place d'une sécu privée, allant à l'encontre du

principe de solidarité. Mais le gouvernement ne veut pas bouger car il a décidé de réduire les dépenses d'assurance maladie de 25 milliards. Les ordonnances d'avril 1996, dites ordonnances Juppé, prévoyant la casse systématique de la sécu, ne sont pas remises en cause, bien au contraire.

En fait, l'une des ordonnances Juppé prévoyait la mise en place de réseaux de soins liant le privé et le public, pour le bien de l'assuré social. Grande et généreuse idée, sauf que cela se concrétise par le projet d'Axa.

En fait, le réseau de soins signifie l'obligation pour le malade d'être affilié à une assurance privée. Les réseaux de soins sont un aveu du désengagement de l'État vis-à-vis de la santé publique, et la mort des mutuelles. Nous devons encourager la création de centres de soins mutualistes, encore trop peu nombreux, et pourquoi pas, plus tard, de centres de soins autogérés.

Pour conclure, citons quelques chiffres témoins de la « mauvaise santé » de la sécu, et de « l'urgente nécessité de rénover ».

Budget 1997 de l'État: 1550 milliards de recettes et un déficit de 258 milliards, soit 16,6%.

Budget 1997 de la sécu: 1700 milliards de recettes et un déficit de 37 milliards, soit 2,17%.

Continue comme ça Martine: la sécu va faire du bénéf et on privatisera!

Bruno. - groupe Causimion (Nancy)

RECTIFICATIF

En page 3 du *Monde libertaire* de la semaine passée (n° 1094), un problème technique a malheureusement amputé l'interview d'Ababacar Diop. Voici l'intégralité de ce passage.

Mais les manifs qui ont eu lieu à Paris les 19 et 20 septembre, organisées par le collectif des signataires pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré, montrent que les gens commencent à reprendre conscience du fait que rien n'est gagné, qu'il faut continuer à se battre, à se mobiliser pour forcer le gouvernement à respecter ses engagements.

M.L.: Donc, pour toi, le mot d'ordre « des papiers pour tous » et une régularisation globale des sans papiers en France sont des objectifs réalistes?

A.D.: Réalistes, oui, car peut-on faire nous-même une sélection entre bons et mauvais sans-papiers? Donc, nous considérons que ce que nous avons vécu comme galères, il n'est pas acceptable que d'autres personnes les vivent.

En bref

■ Le n°6 du journal anarchiste grenoblois « la Faille » vient de sortir. Vous pouvez vous le procurer contre une enveloppe timbrée à 4,50 F à l'adresse suivante: LAP 20°, BP 2301, 38 033 Grenoble cedex 02. Abonnement pour 6 numéros: 36 F (à partir du n°7).

■ Le groupe libertaire de Chartres vend le Monde libertaire le samedi de 10 heures à midi rue du Bois Merrain (centre-ville, face grand magasin).

■ Le Petit guide des situations délicates dresse une liste de conseils pour bien résister à la pression policière, que ce soit avant, pendant ou après une rencontre avec les forces de l'ordre, qu'elles soient en

civil ou en uniforme. Petit guide des situations délicates: 10 F (chèque à l'ordre de ARSEP). Pour tout renseignement ou commande: Groupe Jules-Vallès, B.P. 2301, 38033 Grenoble cedex 2.

■ On peut écrire au groupe antifasciste de Marne-la-Vallée: La Souris noire (Scalp) c/o Jungle Call, Vallée FM, 9, place des rencontres, 77 200 Torcy.

■ Les anarchistes ont dorénavant pignon sur rue à Carcassonne. C'est dans un local répondant au nom de Bazar, qu'on peut les rencontrer, discuter, trouver des bouquins, des infos etc.

Le Bazar, 44, rue de la république est ouvert le vendredi à partir de 18 heures et le samedi à partir de 14 heures.

■ On peut écrire au groupe antifasciste de Marne-la-Vallée: La Souris noire (Scalp) c/o Jungle Call, Vallée FM, 9, place des rencontres, 77 200 Torcy.

■ L'union locale Lyon de la Fédération anarchiste reprend

ses permanences à la librairie la plume noire, malgré les travaux de réouverture de la librairie encore en cours. Vous pouvez nous retrouver du mercredi au samedi de 15 à 19 heures au 19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er} Tel: 72.00.94.10. Par ailleurs, le Café Libertaire est de nouveau ouvert tous les jeudis soirs à partir de 21 heures (même adresse mais entrée par l'allée).

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
<http://www.altern.org/fa>

Le devenir de la communication

NOUS AVONS EU l'occasion d'assister à une navrante exhibition d'états d'âme, lorsqu'un chauffeur éthérique, un riche jeune homme et sa non moins riche princesse ont vu la continuation de leurs existences contrariée par un pilier sur les voies express. Qu'importe les causes de l'accident, l'histoire n'en retiendra probablement que l'anecdotique course poursuite de la princesse lapin par les paparazis chasseurs dans l'affolante moiteur de la nuit parisienne. On raconte même dans les salons de thé que des photos de l'horrible carnage traîneraient de ci de là sur l'Internet... Quelle honte, ma brave dame!

Dans les jours qui suivirent, nous eûmes droit aux journaux, livres et funéraires en mondiovision. Une façon comme une autre de se racher pour les affreux journalistes qui avaient assassiné la « princesse des pauvres ». Il est dommage que Coluche aussi ait péri sur le bitume, il pourrait ajouter à son ministre, une princesse comme victime de la presse. Et l'on en vient à regretter que Léon Zitron nous ait quitté aussi: à quel beau commentaire de la course avons-nous échappé? Symphonique sans doute; mais cessons de persifler.

Les responsables?

Pourquoi la mort de Diana a-t-elle suscité tant d'émois? A qui profite le crime?

A la presse, pour commencer, sans laquelle des individus tels que la princesse ne signifieraient rien. Aux spectateurs du spectacle médiatique qui trouvent dans le mythe « Lady Di » une échappatoire simple à la condition humaine. Aux annonceurs qui sont certains que les regards s'arrêteront sur les pages où le sang s'étale et, incidemment, sur leurs publicités débilitantes et impudiques. J'ignore si vous réagissez comme je le fais mais lorsque je réfléchis au prix des baignoires ou aux tarifs annuels des abonnements aux téléphones cellulaires et que des craignos encravatés me susurrent que ce n'est vraiment pas cher, j'ai des bouffées de colère qui montent.

Si nous prenons le temps de regarder un journal en tant qu'objet, sans tenir compte du contenu rédactionnel à proprement parler, force nous est faite de constater que presque

tous, au delà des couleurs politiques ou confessionnelles, sont pensés, conçus, réalisés pour nous séduire, nous faire « baisser la garde », nous convaincre que le paraître l'emporte incontestablement sur l'être et, finalement nous amener au geste majeur, celui qui nous différencie des ploucs, le geste de l'acheteur qui tapote son numéro de carte bancaire, signe un chèque ou ramasse sa monnaie.

Souvent, à la lecture d'un magazine, je ne parviens pas à savoir si le génie du secrétaire de rédaction a su faire tenir une publicité à côté de l'article adéquat ou si, pensée bien plus inquiétante, le choix de cet article a été dicté par la présence de la publicité sur cette même page. Tirant personnellement une partie de mes revenus de l'art de faire passer le message publicitaire en douceur, je sais que souvent, hélas, c'est la deuxième explication qui prévaut. Cependant, il m'arrive encore d'espérer qu'il n'en va pas partout et toujours de même.

Même le scrountchissime courrier des lecteurs est aujourd'hui assimilable à de la publicité. Que celle-ci soit commerciale ou non importe peu. La règle d'or est la normalisation. Les altérités doivent être gommées et pour cela, conservons le spectateur passif en lui donnant, non pas de l'information, mais ce qu'il sait déjà sous une forme nouvelle. L'acte de réflexion évacué, le légitime lecteur, auditeur ou spectateur est capturé et peut gober la soupe que nous lui concoctons.

Le vice est tellement intégré dans les coutumes que même les plus « révolutionnaires » d'entre nous y sombrent occasionnellement.

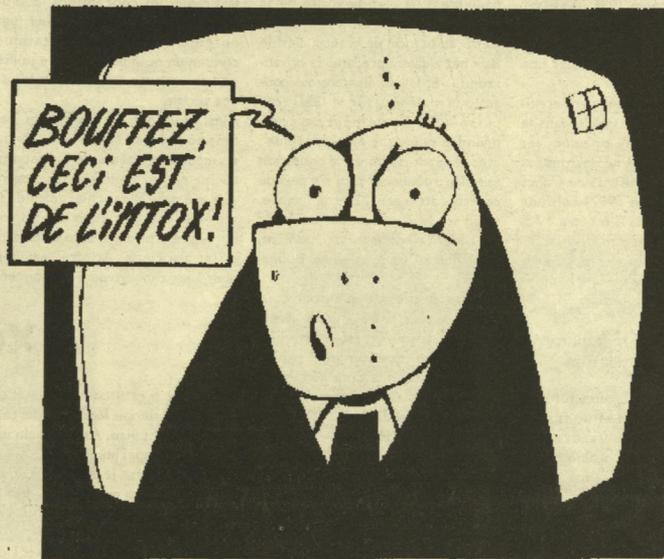
Prenons l'exemple du *Monde libertaire*. Son objectif n'est pas de vous vendre des produits mais de vous faire partager la pensée des anarchistes. A cette fin, les militants qui constituent le Comité de rédaction sont amenés, chaque semaine, à choisir les sujets qui seront traités dans ces huit pages, à retenir ou, au contraire, à rejeter des articles en fonction de l'actualité du moment. À des exceptions près, la une du journal est liée à un point que lectrices et lecteurs s'attendent à voir traité et il n'est pas rare lors des ventes à la criée d'entendre des passants nous demander avec étonnement pourquoi un « événement » ne figurait ni en une, ni dans les accroches de une. Alors que nous voudrions distiller la

liberté, nous nous heurtons encore aux vieux démons. La question de savoir si une contribution intéressera ou pas les destinataires du message pollue encore trop nos esprits. Cela pour dire que nul journal n'échappe à une certaine forme de clientélisme, car c'est dans la nature

ou « petites » – sans se soucier de présence ou d'efficacité. Par le simple fait que l'information est offerte à la libre consultation de chacun et que tous peuvent être diffuseurs, récepteurs et commentateurs, on peut affirmer, sans exagération, que quelque chose se met en place

de notre existence individuelle. L'heure des garçons sauvages sonne enfin et cela grâce aux outils de l'adversaire, délice des délices! Et tant pis si quelques inconvénients perturbent nos vies pendant la phase de transformation et si certains d'entre nous perdent leur

LA GRANDE MESSE DU 20H



CHARMAS

de la presse traditionnelle. C'est un mal structurel et incurable si l'on ne s'extrait pas de la forme classique de diffusion de l'information.

Vers une autre communication

Les auteurs partagent avec les spectateurs l'illusion qu'un organe de presse, c'est comme ça que cela fonctionne et qu'il ne peut en être autrement. Ont-ils raison? N'existe-t-il pas des outils qui permettent de briser le fatum médiatique? Reste-t-il une place pour Prométhée?

Si nous nous cantonnons aux outils traditionnels, nécessitant des émetteurs d'une part, et des récepteurs à l'autre extrémité du circuit, la réponse à toutes ces questions est négative et le restera indéfiniment.

- Mais nous pouvons aussi reconsidérer d'anciennes méthodes de diffusion de l'information en les rejeunissant. Et c'est précisément ce qu'ont commencé à faire un petit nombre d'individus. Ils ont réinventé, grâce au confort technologique de cette fin de millénaire, le médium le plus puissant et le moins contrôlable: la correspondance.
- Partout, les télécopieurs, les téléphones, les câbles de l'Internet viennent bouleverser le jeu, libérant la diffusion de l'information de l'emprise du petit dénominateur commun (1).
- Rompant avec les pratiques usuelles, des femmes et des hommes échangent des informations – « grandes »

qui va modifier radicalement le paysage médiatique auquel nous étions habitués. Nous allons nous affranchir de l'objectivité, cet outil de normalisation imbécile, et goûter les joies de la subjectivité, autrement dit de l'affir-

« gagne-pain ». Ne plus avoir à subir l'amertume de certains bulletins de salaire compensera largement le préjudice « social ».

Alain L'Huissier
Email: alain@minitelorama.com

Spunk press manifesto

Spunk PRESS est un projet anarchiste indépendant cherchant à créer une archive de matériel publié. Notre objectif est de rassembler des écrits anarchistes, alternatifs, « underground » sous forme électronique, sur ordinateur, et d'en laisser l'accès libre et gratuit. L'archive se situe actuellement sur le réseau Internet (un réseau mondial informatique comprenant quelque cinq millions d'adhérents), et nous souhaitons qu'elle soit éventuellement accessible à travers les messageries électroniques (Bulletin Boards -BBS), les PC et aux personnes n'ayant pas d'accès à un ordinateur. Nous serions prêts à assister les éditeurs et les écrivains à transférer leurs travaux dans un format électronique pour leur permettre d'utiliser les moyens de distribution des réseaux mondiaux informatiques: archives de texte sur serveur, liste à distribution E. Mail, etc. Nous cherchons des exemplaires de « fanzines », pamphlets, livres, articles, revues, posters et autres matériaux, qu'ils soient en circulation ou épuisés, et quelle que soit la langue d'origine.

Vous pouvez nous envoyer des manuscrits par voie informatique, ou sur disquette. Si vous utilisez un traitement de texte (ou logiciel de publication assisté par ordinateur) nous pouvons publier vos manuscrits dans le monde entier. Cela ne vous coûtera rien.

Spunk PRESS est une collectivité éditoriale dont les membres se situent en Hollande, en Italie, en Suède, aux U.S.A. et au Royaume-Uni. Nous utilisons les messageries électroniques (E. Mail) pour la coordination et l'administration de l'archive. Pour avoir plus d'information ainsi qu'une copie de notre catalogue, contactez-nous à spunk-list@lysator.liu.se, ou écrivez-nous à l'une des adresses suivantes:

Spunk PRESS - EAA c/o Box A, - Arjuna - 12 Mill Road - Cambridge CB1 2AD - Grande-Bretagne
Spunk PRESS - c/o Practical Anarchy - PO Box 179 - College Park, MD 20741-1079 - États-Unis



Affiche éditée par le groupe Francisco Ferrer de Lorient.

Format 42 x 62 cm.

50 F les 50 exemplaires, 10 F à l'unité, 20 F en poster (papier glacé).

En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris (chèques à l'ordre de Publico).

AFRIQUE

Un capitalisme libéral et blindé

L'AFRIQUE NOIRE, ce « continent mal parti » dont parlait René Dumont dans les années 1970, semble bien mal « arrivée ». Non seulement les euphémismes « pays en développement » ou « transition démocratique » ne font plus illusion, mais il semble de plus en plus évident que l'Afrique s'enfoncé dans une économie de prédation, entre opérateurs étrangers transnationaux et tyrans locaux.

Ce contexte que l'on retrouve de l'Angola au Libéria, des deux Congo au Soudan, peut sembler un retour à la « primitivité », à la « sauvagerie » africaine mais est au contraire des plus modernes. Il est le symptôme de la manière inégale dont l'Afrique est insérée dans l'espace mondial et est en particulier indissociable de la globalisation et de son mouvement effréné de libéralisation économique et financière. Concrètement, c'est à une criminalisation généralisée des États et d'une façon plus générale du politique que l'on assiste et à la privatisation de tous les aspects des sociétés africaines: économie bien sûr, mais aussi police ou douane, armée, territoire (sol et sous-sol), etc.

L'insécurité généralisée

L'Afrique a connu depuis cinquante ans une explosion urbaine sans précédent. La croissance de la population liée à l'exode des ruraux vers ces paradis artificiels que sont les villes dans tous les pays pauvres, a produit de véritables monstres urbains, tentaculaires par leurs bidonvilles, incontrôlés et incontrôlables dans leur croissance comme dans leur gestion. Des métropoles comme Lagos ou Kinshasa en République démocratique du Congo (ex-Zaïre) sont parmi les lieux les plus dangereux du monde. C'est le cas aussi de la plupart des grandes villes du continent.

Mais, si l'insécurité est généralisée, elle est bien différente selon les quartiers. Les riches s'enferment dans des quartiers surprotégés par des vigiles armés plus proches du mercenaire que du gardien de supermarché. En Afrique du Sud, par exemple, les ghettos de classe s'ajoutent rapidement aux ghettos de race et les divisions héritées de l'urbanisme raciste sont renforcées par l'insécurité. Rien que dans ce pays, 2 000 sociétés regroupent 250 000 personnes dans les polices privées, c'est-à-dire deux fois les effectifs de la police officielle. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir les services de ces cerbères pratiquent la « morphologie du hérisson ». Ils s'enferment dès le soir, à l'échelle de la maison, de la rue, du quartier, s'organisent en groupes d'autodéfense. Moins la justice fonctionne, plus elle a besoin d'être spectaculaire et expéditive, et il n'est pas besoin de description pour imaginer le sort habituel du petit voleur qui tombe dans leurs mains.

L'extension de la guerre

L'insécurité n'est pas le seul fait des villes et de la criminalité. Il y a aussi généralisation et extension des conflits armés, non seulement là où la guerre était endémique depuis des dizaines d'années, mais aussi dans des parties du continent qui en étaient jusque là préservées. Il ne s'agit souvent pas de guerre

interétatiques, mais elles n'en sont pas moins violentes pour autant. L'ampleur des tueries commises dans la région des Grands lacs, mais aussi en Somalie, à Brazzaville, à Bangui, ou à Kigali, est sans précédent. On peut l'expliquer par la prolifération des armes et leur commerce toujours plus efficace à partir des principaux foyers de conflit, mais aussi et c'est plus grave encore, par une véritable modification des représentations culturelles de la violence dans les sociétés les plus touchées. On se souvient des images des enfants du Libéria faisant régner la terreur à l'AK47, et on ferait bien de méditer le chant des jeunes recrues de la SPLA (Sud Soudan): « Même pour ta mère, une balle! Même pour ton père une balle! Ton fusil, c'est ta bouffe! Ton fusil, c'est ta femme! »

La privatisation des polices et des armées

Les Africains le savent, la police n'est pas une aide en cas de problème mais un souci supplémentaire. Le taux de crimes et délits élucidés se rapproche dangereusement de zéro et les fonctionnaires (souvent mal ou pas payés) que sont les policiers ont depuis longtemps pris l'habitude d'encaisser directement les amendes bidons qu'ils infligent, quand ils ne pratiquent pas directement l'extorsion de fonds. De fait, polices et douanes fonctionnent le plus souvent comme des entreprises privées, avec le seul souci de rentabilité.

Les polices privées, elles, ne font pas la distinction entre vigile, policier ou mercenaire. Elles sont le bras armé du discours néolibéral, prêtes à défendre les armées à la main les valeurs et les enjeux de la libre entreprise sans frontières. La société la plus importante, Executive Outcome, est sud africaine. Elle protège les riches locaux mais intervient aussi en Angola et au Sierra Leone pour défendre avec ses mercenaires les intérêts de la plus importante société de diamant du monde (De Beers). Ses employés sont recrutés dans les anciennes « forces spéciales sud africaines » dissoutes avec la fin du régime d'apartheid, qui sont passées sans difficulté de la lutte contre le communisme à la défense des compagnies minières.

L'État abandonne ses fonctions traditionnelles

L'Afrique connaît depuis trente ans crises de subsistance, déficit démographique, et crise de son insertion dans l'économie mondiale. Les sociétés sont déstabilisées mais, loin de l'immobilisme qu'on leur prête parfois, elles s'adaptent et l'État au premier chef. Les États africains perdent la plupart de leurs fonctions d'encadrement global de la société (solidarité, sécurité, etc.) et deviennent au même titre que les sociétés privées des acteurs de la mondialisation. Le système mondial est travaillé par un double processus de globalisation des économies et de déterritorialisation, auquel les États africains participent, et qui aboutit au développement de relations transnationales entre les sociétés.

L'exemple des zones franches qui se multiplient (30 en Afrique) est révélateur de ce processus. L'objectif est d'attirer des investissements étrangers: l'Afrique n'en attirant aujourd'hui que

5 % du total mondial. La méthode consiste à fabriquer des enclaves, isolées de l'extérieur, constituées en entités autonomes avec statuts d'extra-territorialité et gestion privée. Les emplois sont sous-payés (3 à 5 francs de l'heure); il n'y a aucune protection sociale ni droits sociaux ou syndicaux. L'État « d'accueil » est partenaire de la multinationale qui gère la zone franche, au même titre que d'autres entreprises.

Bien évidemment ce système conduit les États à s'impliquer dans des activités considérées comme criminelles selon les critères occidentaux, mais qui tendent à s'imposer de plus en plus à l'économie mondiale. L'Afrique a ainsi un rôle croissant dans la production et la commercialisation des drogues. Les réseaux nigériens se sont imposés de manière incontestable. Ils contrôlaient 35 à 40 % du marché américain de l'héroïne, avec la bénédiction de l'État nigérian.

La privatisation des administrations

Ce qui a permis aussi bien le développement d'activités considérées internationalement comme illégales que l'approbation des réformes libérales imposées par la FMI et la Banque mondiale par un État en marge de la légalité, c'est la déliquescence de l'administration. L'État participe activement à l'économie informelle, surtout dans le com-



merce international. Cela ne veut pas dire que l'État africain et son administration soient faibles et impuissants mais plutôt qu'ils se ramifient dans des réalités sociales où nous n'avons pas l'habitude de le chercher: contrebande, marché noir, etc. Le rôle de l'État dans l'informel ne se limite pas à l'import-export, il touche toutes les interventions de l'État, depuis la collecte des impôts jusqu'à la gestion du système bancaire.

Les procédures administratives ne constituent qu'un canal parmi d'autres de gestion des pouvoirs publics; relations personnelles et réseaux (économiques, politiques, religieux, etc.) sont

autrement plus efficaces. L'administration n'est plus aujourd'hui qu'une entreprise dans l'entreprise État, avec comme seul objectif la subsistance ou l'enrichissement des fonctionnaires.

Enfin, on peut considérer que les affaires ne vont pas si mal pour l'Afrique fortunée: l'ordre paramilitaire règne et les élites s'enrichissent. Mais cette prospérité qui s'intègre si bien dans la nouvelle économie mondiale ramène l'Afrique aux jours de la traite du « bois d'ébène » et laisse augurer de lendemains encore plus sombres.

Franck Gombaud. - groupe Sabate (Rennes)

Dockers de Liverpool Le bras de fer continue

CINQ MILLE PERSONNES ont défilé dans les rues de Liverpool le samedi 22 septembre, pour réaffirmer leur solidarité avec les cinq cents dockers licenciés deux années plus tôt, pour avoir refusé de franchir un piquet de grève (M.L. n° 1093). Venus de différentes parties de l'Angleterre, ils se sont retrouvés pour appuyer la revendication des dockers de réintégration dans leur entreprise. Si l'on pouvait espérer une manifestation d'une plus grande ampleur, cette journée a rassemblé tout ce que la Grande-Bretagne compte de militants de la cause ouvrière. Les anarchistes de différentes villes anglaises étaient présents avec leurs banderoles, leurs tracts et leurs journaux. La lutte des travailleurs des docks s'inscrit dans une lutte plus large contre la casse des statuts dans le monde du travail. C'est pour cela que de nombreuses délégations d'entreprises en grève étaient



là pour faire le lien entre l'ensemble des luttes. A noter également la venue de syndicalistes étrangers, notamment américains et suédois, venant confirmer ce que les dockers ne cessent de dire: la lutte doit être internationale.

Cette journée anniversaire ne marque pas d'affaiblissement du mouvement. Quelques jours après la manifestation de Liverpool, ils ont participé à celle des employés d'un hôpital londonien dont la grève dure également depuis plus de deux ans. La semaine prochaine, ce sera au tour de Brighton de les accueillir au cours d'une journée « reclaim the streets » (occupons les rues). Le bras de fer qui les oppose à leur employeur est donc loin d'être terminé.

Stéphane. - groupe de Montpellier

Rectificatif: Dans l'article sur les dockers (M.L. n° 1093) la manifestation du 13 avril à Londres rassemblait 20 000 personnes et non 2 000 comme annoncé.

Les nouveaux visages de l'État

Le sixième congrès de l'Internationale des Fédérations Anarchistes se tiendra à Lyon les 31 octobre, 1^{er} et 2 septembre 1997. Avec les six fédérations déjà membres (FAIbérique, FAItalienne, FABulgare, IAFD allemande, FLArgentine, FAFrancophone) et les fédérations désireuses d'adhérer, ce congrès accueillera une vingtaine de délégations venues d'un peu partout du monde entier (pays de l'Est, Amérique du Nord,

Amérique latine...), conformément à la volonté d'ouverture engagée lors des réunions préparatoires. Il sera un moment important pour relancer la coopération entre les anarchistes du monde entier engagés dans le mouvement social à l'heure où la bourgeoisie sait parfaitement s'organiser à l'échelle planétaire. Une série d'articles va tenter de faire le point sur cette échéance.

« On a dit qu'il fallait un État minimaliste. En fait, le développement nécessite un État efficace. Nous ne souhaitons donc pas un démantèlement de l'État, mais un renforcement de son efficacité »
Rapport de la Banque mondiale, été 1997.

L'APPAREIL D'ÉTAT a beaucoup évolué depuis un siècle. Il a profondément investi tous les secteurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle. Sa sphère d'action et de propagande s'est largement étendue au-delà de ses pouvoirs historiques, dits « régaliens », que sont l'armée, la police, la diplomatie et la monnaie. Certes, l'État a toujours joué un rôle dans l'économie, en menant une politique de grand travaux, de défrichements ou de reboisements, en s'engageant dans la construction d'infrastructures, de transport notamment, en gérant des banques centrales. Sans remonter jusqu'aux empires grecs, romains ou chinois, il suffit de se souvenir des États colbertiens depuis la Renaissance, non seulement en Europe mais aussi en Asie, comme au Japon. Mais les progrès technologiques, en développement constant depuis le XIX^e siècle, lui ont donné de nouveaux moyens. La féodalité et la monarchie devenant des obstacles politiques et sociaux à l'élargissement des marchés, à la prolétarianisation de la glèbe et à la conquête coloniale, l'État devait s'affirmer sous de nouvelles formes.

Arc-boutée idéologiquement sur le principe de la liberté du plus fort - autrement dit la loi de la jungle, sans les antiques rapports de parrainage où le faible se soumettait au fort « en échange » d'une certaine protection - la bourgeoisie a imposé sa forme politique : la démocratie représentative, avec la fiction d'un peuple souverain et la caution du suffrage universel qui, mieux que le knout ou la geôle, lui assure légitimité et domination. Pour parvenir à ses fins et renverser les anciens régimes, elle a néanmoins dû composer avec les aspirations populaires, paysannes et ouvrières, qui se sont exprimées dans les moments forts des révolutions anglaises et françaises. La liberté revendiquée par les bourgeois est aussi un principe éminemment subversif pour les dominés. Tout le problème devient, pour les prolétaires au sens large, c'est-à-dire toutes celles et tous ceux qui ne sont pas propriétaires des moyens de production et d'échange, de parvenir à leur capacité politique pleine et entière, de s'affirmer en tant que tel et de proposer un projet politique et sociétaire autre, libre et égalitaire.

Marxisme et bourgeoisie : l'union sacrée

La contradiction entre la liberté bourgeoise - c'est-à-dire les nouvelles formes de domination bour-

geoise - et la liberté populaire - qui veut devenir liberté humaine et universelle - se noue alors au niveau du politique, et de l'État. Détruire l'État ou se l'accaparer devient l'enjeu clairement défini, mais avec une multitude de contradictions dans chaque camp. L'orientation marxiste choisie par le mouvement ouvrier lorsque celui-ci prit conscience de son identité et de sa force, pendant la première Internationale au milieu du XIX^e siècle, est l'un des coups les plus durs portés aux aspirations des dominés. Le renforcement de l'État va désormais provenir de deux directions : d'un côté de la bourgeoisie, qui a de plus en plus besoin d'instruments de régulation économique, politique et sociale, et de l'autre d'une fraction importante du mouvement prolétaire, qui va revendiquer, et légitimer, des interventions plus nombreuses de l'État. La social-démocratie sur le plan politique et le syndicat réformiste sur le plan économique et social deviennent alors les deux facteurs d'intégration et de domestication du prolétariat dans le camp bourgeois et étatique. Cette conjonction va culminer au moment de la première guerre mondiale, de la crise de 1929, de l'apparition du national-socialisme et du fascisme, du New Deal, de la Révolution nationale et plus tard du gaullisme en France. Tous vont prôner, sous des formes diverses, et non sans moult contradictions, une intervention accrue de l'État dans l'économie et la société. Ce processus correspond aussi à la victoire des bolcheviques, en Russie, dans les pays de l'Est puis en Chine, qui, pour être des révolutionnaires, n'en sont pas moins des marxistes désireux d'accroître la puissance de l'État, quelles que soient ses nouvelles modalités.

Le piège de « l'État-providence »

Il ne faut pas croire que cet interventionnisme accru de l'État ne soit que le résultat d'un complot prométhéen visant uniquement à nourrir et faire grandir le *Big Brother* des temps contemporains. Car, et c'est là le nœud du problème, contrairement à la Renaissance et aux temps modernes, l'État a pris en charge des fonctions sociales nécessaires et utiles : l'instruction, la santé, les transports, les communications, la culture, autrement dit le « service public ». Il a rencontré les aspirations populaires. Consciemment ou non, toute revendication légitime du prolétariat s'est retrouvée récupérée ou phagocytée par l'appareil d'État, par sa bureaucratie composée de fonctionnaires, de politiciens mais aussi de permanents syndicaux. Les rares et derniers secteurs mutualistes qui échappaient un tout petit peu à son emprise, comme la Sécurité sociale en France, sont en train d'être démantelés et avalés.

Par ces fonctions sociales, l'État s'est retrouvé légitimé, adopté, crédibilisé, auprès des individus. Le prolétaire ne voit plus seulement le flic, l'adjudant, l'huissier, il voit aussi l'instituteur, le postier, l'infirmière, l'assistante sociale... Et il les mélange. C'est la plus grande victoire de l'État : avoir triomphé dans les esprits, passer pour incontournable, incontestable, rendre toute alternative inimaginable. C'est aussi la grande difficulté pour les anarchistes : comment combattre l'État sans renier la nécessité des fonctions sociales qu'il assume ? D'autant que se rajoute un danger grandissant : la remontée du discours libéral qui, fustigeant fonctionnaires et syndicalistes, rencontre démagogiquement l'écho des prolétaires désabu-

sés par la crise et l'échec des alternatives marxistes ou écologistes. La bourgeoisie qui, grâce à sa culture et ses réseaux, dispose toujours d'une longueur d'avance a bien compris l'intérêt qu'il y avait pour elle à se diriger dans ce sens-là, en se pliant aux principes de la concurrence internationale et à la nécessité de tailler dans les budgets sociaux. Au risque de basculer dans le fascisme...

Cette difficulté n'est pas insurmontable. La décomposition marxiste redonne une nouvelle chance à l'idéal libertaire, même si cela n'est pas automatique. La tâche des anarchistes est double : non seulement favoriser les revendications prolétaires, tout en posant avec pragmatisme la barre du compromis transi-

toire dans un rapport de force défavorable au prolétariat, autrement dit la façon dont la bourgeoisie et l'État vont intégrer et gérer nos revendications, mais aussi développer leurs pratiques (organisationnelles notamment) et leurs réalisations en dehors de l'État. En renonçant définitivement au mythe des îlots autogestionnaires et à l'illusion des échappatoires marginales, tout en trouvant un équilibre dynamique entre l'action revendicative et l'expérimentation sociale, l'anarchisme organisé peut rencontrer un nouvel écho chez les dominés, les opprimés et les exploités.

Philippe Pelletier
(groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise)

La Fédération anarchiste italienne

LA F.A.I. FUT CRÉE EN 1945 À CARRARE, par des camarades qui avaient participé à des expériences - telles que des occupations d'usines, la lutte antifasciste, l'exil, l'emprisonnement, l'internement, la révolution espagnole - et par des militants plus jeunes qui avaient grandi avec les partisans de la résistance, lieu où l'ancienne génération rencontra la nouvelle.

Aujourd'hui, il y a moins de membres de la F.A.I. qu'en 1945 : elle reste cependant la plus importante réalité de l'anarchisme italien : des individus, des groupes, des fédérations locales sont présents, à la fois dans de grandes agglomérations mais aussi dans de petits villages. De plus, nous avons enregistré, ces dernières années, une lente mais constante croissance du nombre de nos sympathisants : un signe clair de la vitalité d'une communauté qui a su elle-même se faire reconnaître comme un point de référence pour ceux qui prônent un anarchisme social émancipateur : un anarchisme qui se sent concerné par la cohérence entre la fin et les moyens, et qui a pour objectif de construire une société future à travers les luttes des opprimés et des exploités.

La F.A.I. est une organisation de synthèse et au dernier congrès de Spezzano Albanese, elle a confirmé le choix d'un tel mode d'organisation afin de permettre aux camarades de débattre d'une plate-forme où la simple opinion des sympathisants peut être écoutée et respectée. Les décisions lient ceux qui les acceptent, comme cela est le cas dans la méthode anarchique.

Pour cette raison, la F.A.I. se définit comme une « organisation réellement vivante, sans un centre dictant des positions à sa périphérie, une organisation considérée comme un laboratoire collectif où chaque structure et individu agit comme centre et périphérie à la fois, avec l'objectif d'analyser, de résoudre, de communiquer, de construire et pratiquer le programme anarchiste révolutionnaire dans son ensemble. Le but étant de construire une nouvelle société, ici et maintenant, c'est-à-dire à l'intérieur du syndicat, des associations

culturelles, alternatives, auto-organisées, une nouvelle société fondée sur les buts de la participation que l'anarchisme social pourra mettre en pratique dans la société actuelle ».

Dans un contexte social et politique en défaveur de la perspective anarchique, l'action des anarchistes fédérés doit devenir de plus en plus pressante et décisive, allant dans le sens d'un changement radical de société et d'une présence constante dans la lutte sociale.

Ces dernières années, à chaque fois que les anarchistes ont imposé une présence active, ils ont pu obtenir quelques résultats, quoique limités, étaient positifs. La contribution des anarchistes à la naissance et à la croissance des mouvements syndicaux de base a été remarquable. Le mot d'ordre d'autogestion a permis de développer des réseaux de relations plus forts et plus durables parmi ceux qui développent les expériences anarchistes en dehors de la logique du capitalisme et des gouvernements, dans différents domaines, afin de contraster avec les affaires de la social-démocratie. Ouvertement opposés aux institutions locales, les organisations de coopération extra-institutionnelle sur le territoire ont démontré qu'il était possible de construire des associations de citoyens capables de s'opposer à la décadence environnementale, de protéger la santé publique, de promouvoir la solidarité sociale.

L'activité anticléricale existe encore grâce aux anarchistes à une époque où tous les partis attribuent une suprématie morale à l'Église. Les anarchistes se sont toujours opposés de façon cohérente au service militaire, à la guerre et aux installations militaires.

Le journal anarchiste « Umanità Nova » est devenu une référence pour ceux et celles qui, même s'ils ne se réfèrent pas strictement à l'anarchisme, possèdent une sensibilité anarchiste. Il joue le rôle de ciment à l'intérieur du mouvement anarchiste et est un instrument important pour diffuser nos idées.

Fédération anarchiste italienne

settimanale anarchico
UMANITÀ NOVA

fondato nel 1920
12 ottobre 1988
anno 68 n° 30 L. 700

AZIONE DIRETTA

PER CHIUDERE SUBITO TUTTI GLI IMPIANTI NUCLEARI
PER LA SOSPENSIONE IMMEDIATA DELLA COSTRUZIONE DI
CENTRALI ATOMICHE O MEGA CENTRALI A CARBONE E PETROLIO

à la petite semaine

THÉÂTRE

Makhno, Une histoire des paysans insurgés d'Ukraine

UNE PIÈCE DE THÉÂTRE AUTOUR DE L'HISTOIRE DE l'anarchiste ukrainien Nestor Makhno et de ses partisans, voilà qui ne peut qu'éveiller l'attention de tous ceux chez qui vibre la fibre libertaire. L'idée paraît d'autant plus alléchante en ces 80 ans de commémoration de la Révolution russe qu'elle permet de montrer que le formidable vent de liberté qui souffla à l'est fut loin d'être l'apanage des bolcheviques. Bien au contraire.

Le projet « Makhno » est né à partir d'un atelier de recherche théâtrale d'un mois pour comédiens professionnels à la comédie de Valence autour du thème de la parole révolutionnaire. Cet atelier a réuni, autour de l'histoire de Makhno, une dizaine de comédiens de la région Rhône-Alpes. A l'issue de ce travail, ce groupe de comédiens, baptisés groupe Tsekha, a décidé de poursuivre l'aventure en continuant les répétitions et en organisant une tournée dans les villages de la région.

Tourner dans les villages, c'est pour la troupe Tsekha une occasion de quitter la ville et ses théâtres pour s'adresser à d'autres publics. Raconter cette histoire de Makhno c'est aussi renouveler les textes théâtraux consacrés au monde rural. Tsekha a formulé le vœu qu'à travers cette histoire de paysans d'autrefois les villageois d'aujourd'hui puissent entendre un théâtre qui s'adresse aussi à eux et leur parle d'eux-mêmes. Dans le but de tourner dans les villages, le spectacle se présente sous une forme légère, privilégiant le travail d'acteur, pouvant être joué partout, en intérieur comme en extérieur. Le spectacle, d'une durée de 1 h 15, se découpe en une dizaine d'épisodes courts retraçant l'ensemble de l'épopée de la Makhnovtchina.

A l'image des événements qu'ils racontent, les épisodes s'enchaînent rapidement, nous transportant des premières années de lutte et de baigne de Makhno à la guerre contre les blancs en passant par la mise en place de la commune libre de Gouliai-Polié après février 1917.

La rencontre entre Makhno et Lénine au Kremlin n'est pas oubliée et la pièce se termine par la trahison des bolcheviques et le massacre des partisans de Makhno par l'armée rouge.

Au delà du travail sur la mémoire révolutionnaire et le monde paysan, la troupe Tsekha a voulu, à partir de cette histoire oubliée, déformée puis étouffée et effacée par les dictionnaires comme les livres d'histoire, tenter de restituer la mémoire des insurgés anarchistes ukrainiens de 1917 à 1921. C'est aussi faire justice à la mémoire de Nestor Makhno et de ces hommes et femmes qui ont tenté d'ériger dans leurs villages et leurs bourgs le communisme libertaire. C'est d'ailleurs essentiellement cela qui est mis en avant dans la pièce plutôt que les batailles et les événements complexes de la Révolution. L'objectif est bien de mettre en avant la construction d'une commune libre de paysans à une époque charnière de l'histoire.

« Ainsi la Révolution russe de 1917 comme la Révolution française de 1789, connus ces instants où toutes les institutions étaient repensées, tous les acquis remis en cause, toutes les questions posées à nouveau. C'est cette imprévisible aventure que nous souhaitons raconter aujourd'hui, une aventure dont l'utopie n'est jamais tout à fait morte ». Devant une telle déclaration de foi, nous ne pouvons qu'avoir envie d'encourager ces jeunes acteurs pour ce qu'ils apportent au théâtre, à l'histoire mais aussi à l'anarchisme.

David. - groupe Durruti (Lyon)

Deux soirées spéciales sont prévues pour le lancement du spectacle le 9 et 10 octobre à 20 h 30 au « 127 » (127, avenue Victor Hugo) à Valence (26, Drôme).

La troupe Tsekha est par ailleurs intéressée par toute proposition de représentation. Vous pouvez obtenir les conditions d'accueil du spectacle à l'adresse suivante: Rosa Gasquet/groupe Tsekha, 69, rue Longue des capucins, 13 001 Marseille.

Le grand pardon

Les bras nous en tombent. La lassitude nous gagne. L'accablement triomphe. Quoi, face aux gestes les plus beaux, il faut donc encore et toujours que se fassent entendre les commentaires narquois, l'ironie féroce et déplacée, que les déclarations les plus émouvantes soient aussitôt moquées, discutées mesquinement, étouffées sous le poids du discours idéologique tout de rancœur et de haine?

« Tardifs regrets », dites-vous de la récente « déclaration de repentance » de l'Église de France. Mais, que diable, eu égard aux siècles écoulés avant que la Terre ne devienne officiellement ronde et Galilée réhabilité, ces cinquante-sept petites années de mutisme depuis la promulgation du statut des juifs ne font-elles pas figure de réaction instantanée? Et puis ce souci de calmer le jeu par le choix des mots, en appelant « silence » une complicité avérée aux crimes les plus hideux, en nommant simple « faute » une collaboration active avec un régime qui promulgua en matière d'antisémitisme une sorte de loi de non-séparation de l'Église et de l'État, n'est-il pas poignant et de nature à éviter une surenchère verbale bien inutile?

Enfin, excuses pour excuses, les juifs insatisfaits ne devraient-ils pas s'honorer, au contraire, de s'en voir offrir par des professionnels du pardon, au savoir-faire incontesté, fabriquées dans leur usine à repentances toujours imitées, jamais égalées? Son patron, le pape, n'en est-il pas - excusez du peu! - à près d'une centaine en la matière, et pas des moindres: les croisades, l'Inquisition, Galilée, les guerres de religion, la traite des Noirs, l'extermination des Indiens?... Un tel flot ininterrompu d'ignominies jalonnant son histoire, une telle constance dans la bénédiction des plus viles saloperies de l'histoire humaine ne désignent-ils pas l'Église comme spécialiste indiscutée de la contrition haut de gamme?

Cette attitude magnifique des plus hautes autorités ecclésiastiques de l'Hexagone saura-t-elle être suivie? Après elles et d'anciens membres de Cosa Nostra, verrait-on par exemple les héritiers du parti bolchevique reconnaître leurs crimes? Toutes les mafias, ou presque, auraient alors leurs repentis... et pourraient ainsi continuer à se livrer à leurs abominations la conscience plus sereine...

Floréal

Librairie du Monde libertaire forum

Liberté, urbanité, sécurité avec Jean-Pierre Garnier
le 18 octobre à 16 h 30
plusieurs forums le 19 dans la librairie et dans la rue Amelot;
programme détaillé dans le prochain Monde libertaire.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 9 octobre à 8 heures :

Ni maître ni dieu recevra l'éditeur Romillat à propos de l'affaire Papon (les lois de Vichy, la responsabilité des fonctionnaires...).

jeudi 9 octobre à 18 heures :

Si Vis Pacem recevra des membres du collectif d'associations contre l'A.P.D. (réfractaires à l'« Appel de la préparation à la défense »).

jeudi 9 octobre à 20 h 30 :

Microclimat recevra Jacques Rougerie, architecte, spécialiste des maisons marines.

vendredi 10 octobre à 13 h 30 :

Jazz en liberté : Willem Breuker Kollektief + « Dance » en public (1995) ; Charles Mingus ensemble (1963) ; La marmite infernale (1997).

samedi 11 octobre à 11 h 30 :

Chroniques syndicales avec l'école Vitruve (école parallèle dans le 20^e arrondissement).

samedi 11 octobre à 23 heures :

L'harmonie du monde : la musique en Chine.

samedi 11 octobre à 13 h 30 :

Chroniques rebelles reçoit Richard Prost pour son dernier film.

mardi 14 octobre à 10 h 30 :

Abalaloï recevra Judith Rousse (romancière), J-B Pouy, Patrick Raynal, Nicolas Genka (poète interdit).

mercredi 15 octobre à 10 h 30 :

Blues en liberté : Sleip Jawes.

LECTURE

A la vie à la mort Maîtrise de la douleur et droit à la mort

C'EST UNE ÉVIDENCE : ON ne choisit pas de vivre. C'en devrait être une autre : dans le cadre de ce non-choix, le droit, mais surtout les moyens de choisir sa vie (en terme d'égalité des chances au niveau de l'éducation, de la culture...) devraient s'inscrire en lettres d'or aux frontons de tous les progressismes.

Est-il besoin de le préciser, ces deux évidences n'ont jamais été de mise où que ce soit et quand ce soit, parce qu'elles sont négatives de tous les pouvoirs et de leur dérisoire. De cela, Claude Guillon semble apparemment convaincu et pour mieux nous en convaincre il enfonce depuis quelques temps déjà (1) le clou... du droit à la mort.

De prime abord ça ne semble pas flagrant, et pourtant c'est peu dire que choisir sa mort fait assurément partie du « choisir sa vie ». De là à faire du choix de sa mort l'essentiel de sa vie il y a cependant un pas dont on peut penser qu'il est sinon pas franchement révolutionnaire (offrir aux esclaves le droit de choisir leur mort ne le sera jamais) du moins carrément morbide. C'est déjà ce qui ressortait de son « Suicide mode d'emploi ». Dans le présent ouvrage, le halo se fait lumière. Élargissant ses propos

antérieurs à la maîtrise de la douleur, l'auteur en arrive, en effet, à s'interroger sur la souffrance de l'embryon avorté et sans tout à fait remettre en cause le droit des femmes à avorter, il n'est pas loin de penser que...

De toute évidence Claude Guillon n'a jamais été violé et enceint, jamais été enceint dans le non-désir et la non-possibilité d'éduquer un enfant correctement, jamais... Juridique jusqu'au bout des ongles, il ne retient que le droit de vivre pour l'embryon. Les curés ne nous disent rien d'autre. A la vie future, ils ont toujours choisi de sacrifier la vie présente.

Les révolutionnaires, aux premiers rangs desquels figurent les anarchistes, ont toujours fait le choix inverse. Non pas par gaité de cœur, car, mais c'est bien sûr, l'avortement sera toujours « le fils indigne » de la contraception. L'échec de la contraception (ou la conséquence de la non-contraception), pour être tout à fait clair. Car, mais c'est également bien sûr, dès lors qu'il y aurait maîtrise de la contraception, l'avortement n'aurait plus lieu d'être.

Claude Guillon n'a visiblement pas compris cela et préfère le confort du bavardage sur le droit à (les embryons ont effectivement le droit

de vivre) au courage du combat social pour que, et les embryons et les femmes qui se font avorter parce que... aient les moyens de vivre.

Mais peut-être tout cela n'est-il que dans la logique des choses d'un pseudo ultragauchisme autoproclamé radical qui faisait déjà dire au même Claude Guillon (1) « Si d'aventure il ne se trouvait personne pour montrer comment une seule chambre à gaz a pu fonctionner, nous en déduirions que personne n'a pu y être asphyxié ».

C'est une évidence. Le monde est divisé en deux. D'un côté ceux qui ont besoin de témoins vivants pour croire à l'existence d'Attila et de l'autre ceux qui ne se contentent pas des témoignages sur les exactions d'Attila pour dénoncer ses... exactions. D'un côté ceux qui annoncent sur des droits intemporels sans se mettre le bleu de chauffe de la lutte pour les moyens de ces droits et ceux qui...

Claude Guillon a choisi. On voudra bien nous pardonner d'avoir fait un autre choix. Moins tape à l'œil, moins esbrouf, moins provoc à la petite semaine. Moins lamentable... au bout du compte.

Jean-Marc Raynaud

(1) *Suicide mode d'emploi*. Édition Alain Moreau.

Fraternel hommage à la révolution espagnole

LES COPAINS DE L'ASSOCIATION Liber Terre, organisateurs de cette rencontre autour de l'Espagne révolutionnaire, peuvent se féliciter des efforts fournis. A Bieuzy-les-eaux (à 12 km de Pontivy) en centre Bretagne, ce sont 400 personnes qui ont participé aux deux journées de témoignages et débats (samedi 27 et dimanche 28 septembre) venant de Bretagne et au-delà. La qualité des interventions et des débats, l'atmosphère chaleureuse, la fraternité des chants révolutionnaires et du bon vin en firent un moment unique (en particulier le samedi soir!). Les anciens de 1936 comme Abel Paz et Emilio Trave évoquèrent avec force l'élan destructeur de l'ordre ancien mais aussi constructeur d'une société communiste libertaire qui anima aussi la révolution. Il nous fallut revivre encore la douloureuse expérience de l'échec, la double lutte des militants libertaires à la fois contre le soulèvement fasciste et contre les attaques des républicains et des stalinien, les débats houleux sur la militarisation et la collaboration ministérielle. Mais jamais cette

passionnante histoire n'en resta à une banale et mythique nostalgie. Soixante ans après, il ne s'agissait pas de «pleurer et de geindre» comme nous le dit, entre autres, Abel Paz, mais de réfléchir sur la révolution espagnole pour, d'une autre manière, continuer la lutte contre un système toujours aussi inique.

Oui, la révolution était à l'ordre du jour à Bieuzy-les-eaux, et ce ne fut pas le moindre des paradoxes que la première intervention dans la salle fut celle d'un ancien de 1936 apostrophant l'assemblée et nous demandant comment nous comptons changer la société maintenant. Mais en 1936, la C.N.T., autant qu'un syndicat, était un lieu de culture révolutionnaire qui diffusait l'idée et la pratique du communisme libertaire profondément dans le prolétariat espagnol quand, aujourd'hui, il nous faut déjà convaincre qu'une alternative au capitalisme existe. Si la tâche est difficile, les rencontres de Bieuzy nous prouvent que les idées anarchistes sont pour de nouveaux individus une alternative possible.

Arnaud. - groupe La Commune (Rennes)

ROUEN

Squat « Chez Émile » en danger

OUVERT VOILÀ DEUX ANS, dans les locaux abandonnés de l'usine « Les Tissus Émile Bloch », le squat « Chez Émile » (16, rue de Tunis, 76 000 Rouen) est devenu un lieu incontournable de la culture underground et indépendante régionale, française et étrangère.

En deux ans d'activités, il y a eu une soixantaine de concerts (regroupant trois groupes à chaque fois), des expositions et des performances artistiques. Outre le fait qu'une partie du squat sert de lieu d'habitation d'une dizaine d'individus, « Chez Émile » sert également de local de répétition à divers groupes rouennais,

de lieu de réunions (DAL, Ras'l'front, Comité Chiapas...) ainsi que d'atelier pour plasticiens et sculpteurs. De part ce fait, « Chez Émile » est un lieu unique en son genre dans la région rouennaise et même en Haute-Normandie. Le nombre de concerts, rassemblant de plus en plus de monde, prouve qu'il manquait une salle de ce type sur Rouen et sa région.

Aussi demandons-nous que l'arrêté d'expulsion soit ajourné ou qu'il soit proposé à l'équipe de « Chez Émile », des locaux similaires pour que les activités continuent. Les friches industrielles et portuaires sont nombreuses dans la région. Envoyez vos messages de soutien très rapidement à On à faim ! qui fera suivre pour les présenter au juge du Tribunal de grande instance de Rouen (procès en référé le 23 octobre).

J.-P. L.

On a faim ! B.P. 47, 760802 Saint-Etienne du Rouvray cedex

Un mois avec sursis

C'est la peine requise contre Alexis, objet d'un déserteur depuis septembre 1995. Une première puisque les derniers déserteurs s'étaient pris trois mois avec sursis. Cette peine minimum n'a été obtenue que grâce aux personnes qui l'ont soutenu lors de ses deux procès.

En effet, suite à son premier procès, il avait été proposé à Alexis de reprendre son service pour une durée de quatre mois. Il refusait... Alexis remercie toutes les personnes qui l'ont soutenu, de près ou de loin. Cependant, les frais du procès étaient élevés. Il manque encore 2 000 F. Le comité lance donc un dernier appel à la solidarité financière.

Comité de soutien aux réfractaires c/o FA, B.P. 7414, 37074 Tours cedex 2 (chèque à l'ordre de Manta).

Un sommet de régression sociale

simplement un peu de temps pour vivre apparaît comme une revendication élémentaire parfaitement légitime.

Après plusieurs décennies de luttes, une loi de mars 1919 instaurait enfin, en France, la journée de huit heures. Dans la même logique de liberté, la grève générale de 1936 contraignit le Front populaire et le patronat à céder sur les congés payés et, formellement, sur la semaine de quarante heures. Ce sont ces luttes incessantes, et elles seules, qui ont permis de faire reculer la bourgeoisie pour lier intimement réduction du temps de travail et progrès social.

A contrario, le débat actuel sur le partage du travail s'inscrit dans une toute autre logique. Sur un plan idéologique, on cherche à culpabiliser les salariés qui auraient encore la chance d'avoir un emploi. Sur un plan plus concret, le patronat et l'État utilisent le rapport de force actuel, résultant d'un chômage massif et donc objectivement défavorable aux salariés, pour tenter de nous imposer de nouveaux reculs en termes de flexibilité et de précarité du travail.

Des conférences au sommet, du type de celle du 10 octobre, ont une fonction

simple: elles visent à faire entériner les choix patronaux par les confédérations syndicales, ou au moins par certaines d'entre elles, en particulier la C.F.D.T. Anarchistes, nous refusons clairement cette logique qui vise à «accompagner» les restructurations du capitalisme sur le dos des salariés.

Pour 1997, les prévisions de bénéfices des grandes entreprises françaises sont en forte progression et devraient même battre des records historiques. Pour celles cotées au CAC 40 (3), leurs profits devraient atteindre cette année 122 milliards de francs.

suite de la première page

Aujourd'hui, il est possible d'obtenir à la fois d'importantes hausses de salaires et une réduction conséquente du temps de travail. Mais, pour arracher ces concessions au patronat, il faudra l'y contraindre par un mouvement social dur et massif. Hors de tout contexte de lutte, discuter «à froid» avec l'État et le patronat ne peut rien amener de bon.

Patrick. - groupe Durruti (Lyon)

(1) *Le Monde* du 2 octobre 1997.

(2) *Le Monde diplomatique*, septembre 1997.

(3) Le CAC 40 regroupe les quarante plus grandes sociétés cotées à la Bourse de Paris.

Michèle est morte

Elle s'appelait Michèle Robine. Nous l'avons côtoyée durant des années, au sein du groupe du XIV^e, devenu ensuite groupe Maurice-Joyeux.

Discrète, simple et chaleureuse, son image de petite bonne femme plantée au milieu de sa minuscule mansarde du quartier Mouffetard nous restera.

Elle aimait la poésie, la musique classique et le rosé. Partir avec ses vieux jours auprès de sa fille, en Australie, c'est là-bas que sa vie s'est achevée.

Nous, ses amis, en sommes profondément attristés.

Marie-Claire, Régis, Michel, Jacques et Floréal

A G E N D A

Vendredi 10 octobre

LORIENT: Le groupe Francisco Ferrer de la Fédération anarchiste organise une réunion publique à 20 h 30, cité Allende afin d'organiser une campagne contre le nationalisme et le fascisme.

LYON: « Mais que fait la police ? ». Meeting contre les violences policières avec des militants de l'Observatoire des libertés publiques, de la Ligue des droits de l'homme et des inculpés des manifestations de Paris, Marseille, Toulouse et Lyon. A 20 h 30 à la Condition des soies (1^{er}).

PARIS: Le service librairie de la CNT région parisienne vous invite à une soirée-débat autour du livre de Vernon Richards, récemment réédité aux éditions *Acratie*: **Enseignement de la Révolution espagnole**. Un buffet sera aussi organisé à partir de 19 h 30 au 33, rue des Vignoles (M^oAvron ou Buzenval).

Samedi 11 octobre

SAINT-OUEN: Le groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste et l'association le Vent du Ch'min organise une rencontre sur « octobre 1917 » au 31, rue Farcot. Au programme: à 16 heures projection d'un documentaire sur Marcel Body, à 17 heures: débat avec Jacques Toublat et René Berthier sur « le parasitage des institutions révolutionnaires par les bolcheviques ». 20 heures: buvette et restauration et à 20 h 45 projection de *Octobre* de Sergei Eisenstein (1927). Entrée gratuite.

LYON: Malgré des travaux toujours pas terminés et une situation précaire, l'Union locale lyonnaise de la Fédération anarchiste vous convie à un pôt de rentrée à partir de 17 heures à la librairie la plume noire (19, rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}). Ce sera l'occasion de faire le point sur la réouverture de la librairie et la reprise des nombreuses activités.

TOULOUSE: le groupe de la Fédération anarchiste organise une réunion-débat sur **Albert Camus et les libertaires** à partir de 14 heures, à l'Athénée Albert Camus, 36 rue de Cugnaux (Métro Patte-d'oie). Au programme: Diffusion d'une vidéo sur la vie d'Albert Camus; discussion sur son œuvre et ses rapports avec les libertaires animée par Miguel Celma (qui a participé à la révolution espagnole de 36, et a étudié en exil en France ces questions); pot de rentrée.

lundi 13 octobre

NANTERRE: Le syndicat CNT interco et l'Athénée libertaire organisent une réunion-débat avec projection du film de Ken Loach « **Les dockers de Liverpool** » (présence de membres de la commission internationale de la C.N.T.) à 19 h 30, salle du parc des anciennes mairies, 9, rue des Anciennes mairies.

jeudi 16 octobre

LYON: Les militants arrêtés lors de la manifestation de soutien au squat « la mauvaise pente » expulsé en avril dernier passeront en procès à 14 heures au tribunal correctionnel, rue Servient, Lyon 3^e. Un rassemblement est appelé à la même heure devant le tribunal afin de dénoncer les violences policières.

NIMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste vous invite à une conférence à 20 h 30 au centre culturel Pablo Neruda sur le thème « **Qu'est-ce que l'anarchie ?** ». Entrée libre et présence d'une table de presse.

Vendredi 24 octobre :

PARIS: Projection du film « **L'an 01** » (Alain Resnais, Gédé, Doillon) à 19 h 30 à la librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 11^e.

samedi 25 octobre

LYON: L'Union Locale Lyon de la Fédération Anarchiste vous invite à l'occasion des 80 ans de la Révolution Russe d'octobre 1917 à un débat sur la **Révolution Russe, analyse libertaire d'un espoir trahi** à 15 heures à la Librairie la Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc (1^{er}).

SAINT-OUEN: Le groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste et l'association le Vent du Ch'min organise une rencontre autour de « la culture libertaire » au 31, rue Farcot. Au programme: à 16 heures projection d'un documentaire sur Armand Gatti, à 17 heures: débat avec Jean-Jacques Gandini, Ronald Creagh et Mimmo Pucciarelli sur « **Qui a dit que l'anarchisme était encore loin ?** ». 19 heures: buvette et restauration et à 20 h 30 projection de *La stratégie de l'escargot* de Serge Cabrera.

jeudi 30 octobre

NIMES: Le groupe du Gard de la Fédération anarchiste vous invite à la projection du dernier film de Richard Prost « **Contre vents et marées** » (sur la résistance des exiliés espagnols contre le franquisme), en présence de l'auteur, à 20 h au centre culturel Pablo Neruda. Entrée libre.